

**Convention de partenariat
Dispositif « KAP ECOSOLIDAIRE »
de la Région Réunion
Programme POE FEDER 2021 – 2027**

N°2023

ENTRE, D'UNE PART

Le Conseil Régional de La Réunion, ayant son siège social situé Avenue René Cassin – BP 67190 - 97801 SAINT-DENIS Cedex 9, représenté par sa Présidente, Madame Huguette BELLO, et désigné ci-après par « **la Région Réunion** »,

D'AUTRE PART.

Le professionnel (Raison sociale) :

Au capital de :

Ayant son siège social au :

N° SIRET :

Représenté par :

En qualité de :

Et désigné ci-après par **le professionnel**,

ET

La SPL Energies Réunion

Société publique locale

Au capital de 993 967 euros

Ayant son siège social au : 2 rue Galabé – ZAC Portail – Bât A, 2ème étage – 97424 Piton Saint-Leu

N° de SIRET : 795 064 658 000 45 – Code APE : 7490

Représentée par Monsieur Matthieu HOARAU, en qualité de Directeur Général,

Et désignée ci-après par « **SPL Energies Réunion** ».

Article 1. PRÉAMBULE

Depuis 2011, la Région Réunion, EDF, la SPL Energies Réunion et les communes réunionnaises ont décidé d'engager une opération d'équipement en chauffe-eau solaires auprès des familles à faibles revenus et en situation de précarité énergétique.

Ce programme ayant permis l'installation de plus de 11 000 chauffe-eau solaires individuels (CESI), depuis 2011 dans des foyers répondant à des critères socio-économiques, a été reconduit avec la volonté de soutenir l'installation de 1000 à 1 500 CESI par an sur la période 2020 - 2027.

Cette opération est dénommée : « ECOSOLIDAIRE ».

Le dispositif « ECOSOLIDAIRE » consiste à permettre à des ménages en situation de précarité sociale ou énergétique d'acquérir un chauffe-eau solaire individuel.

En lien avec cette l'opération ces familles pourront aussi bénéficier :

- de diagnostics techniques permettant d'identifier les gisements d'économie d'énergies dans les logements ;
- de conseils pour la diminution du montant des factures d'électricité.

Pour faciliter l'acquisition du chauffe-eau solaire par les familles, des aides financières ont été mises en place par L'Union Européenne à travers le FEDER, la Région Réunion et l'Etat. Les aides de l'Etat sont notamment celles du Cadre Territorial de Compensation mise en œuvre par EDF sous le label « Agir Plus ».

La mise en place de la présente convention vise les objectifs suivants :

- Permettre aux familles en situation de précarité d'acquérir un CESI ;
- Éviter les charges électriques sur le réseau ;
- Donner aux familles les moyens de réduire le montant de leurs factures électriques ;
- Redynamiser la filière du solaire thermique ;
- Apporter un confort supplémentaire aux familles.

La SPL Energies Réunion a sollicité les entreprises du solaire thermique afin qu'elles puissent participer à cette opération.

Le présent document définit les engagements et les modalités de participation des entreprises à ce partenariat. Seules les entreprises devenues ainsi partenaires de l'opération peuvent voir leurs installations bénéficier des aides financières de la Région et de l'Union Européenne correspondantes.

Par délibération du 31/03/2023 (rapport n° 113938), la Commission Permanente du Conseil Régional a validé la mise à jour du cadre d'intervention.

Il s'agit pour la Région Réunion de démocratiser le solaire thermique résidentiel pour améliorer le pouvoir d'achat des réunionnais, créer de l'emploi local, réduire les consommations d'énergie et favoriser l'accès aux énergies renouvelables sur le territoire.

Article 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et administratives que les signataires s'engagent à respecter pour mettre en œuvre et participer au dispositif de financement des chauffe-eau solaires des particuliers que la Région Réunion met en œuvre avec le cofinancement des crédits du FEDER (fiche action 2.1.4 du Programme Opérationnel Européen FEDER 2021-2027.).

Article 3. DESCRIPTIF DU DISPOSITIF « ECOSOLIDAIRE »

Le dispositif « ECOSOLIDAIRE » permet l'attribution d'une subvention régionale à des Particuliers qui en font la demande pour l'installation de chauffe-eau solaire, acquises obligatoirement auprès d'un Professionnel partenaire du dispositif.

Le Particulier ne dispose pas de la possibilité de percevoir la subvention sur son propre compte bancaire : une subrogation systématique sera faite en faveur du Professionnel retenu par le Particulier.

Seuls les Professionnels partenaires du dispositif pourront faire bénéficier de la subvention régionale leurs clients particuliers qui les auront mandatés.

En signant la présente convention le Professionnel s'engage à en respecter les termes et devient de fait partenaire du dispositif « ECOSOLIDAIRE ».

Les prestations éligibles au dispositif sont :

- **La fourniture et la pose d'un chauffe-eau solaire thermique individuelle d'une capacité maximale de 450 L.**

La subvention est versée par la Région Réunion, sous réserve de la vérification par la SPL Energies Réunion de l'éligibilité du chauffe-eau solaire installé chez le Particulier et sur présentation des pièces nécessaires par le Professionnel permettant d'attester que l'installation est réalisée, fonctionnelle, et conforme aux présentes.

Le montant de la subvention est plafonné à **2 650 € HT**.

La Région Réunion et l'Union Européenne apportent une subvention maximale de 1 450 € HT. Ces 1 450 € HT est financée à 85% par le FEDER ;

Le complément d'aide peut notamment être financé par le Cadre Territorial de Compensation mis en œuvre par EDF sous le label « Agir Plus ».

Un bénéficiaire pourra prétendre à un renouvellement de son installation financé au titre de l'aide régionale sous réserve que celle-ci soit toujours en vigueur, et sous réserve de respecter les conditions cumulatives suivantes :

- 1- Respecter un délai de 8 ans révolus entre les 2 demandes d'aides
- 2- Le chauffe-eau existant doit être hors service.

Le repérage des foyers se fait via les dispositifs de diagnostics énergétiques chez les particuliers, en vigueur sur l'île de la Réunion.

Pour demander une visite à domicile, le foyer ou le partenaire est invité à contacter la SPL Energies Réunion par téléphone au 0262 257 257.

Si lors de la visite à domicile, le diagnostic préconise l'installation d'un chauffe-eau solaire et que le foyer est identifié comme éligible, un dossier est alors monté avec la famille.

La subvention permet de couvrir le montant HT de l'installation, dans la limite de 1 450 €. Le plan de financement est ainsi établi :

- 1 200 € apportés par EDF Réunion sur de l'ancien (+ 2 ans) ou 400 € sur du neuf (-de 2 ans) ;
- Le complément jusqu'à un montant maximum de 2 650 € hors taxes pour l'installation est pris en charge par la Région Réunion et le FEDER (85 % par le FEDER sur le nouveau POE FEDER, 15 % par la Région Réunion) dans la limite de 1 450 € au maximum ;
- Le complément jusqu'au montant TTC de l'installation est pris en charge par le particulier demandeur.

A l'issue de la visite, le foyer est invité à contacter à minima 2 entreprises partenaires pour l'obtention de 2 devis.

Une fois ces devis obtenus et les pièces nécessaires à l'instruction du dossier réunies, le foyer rappelle le technicien de la SPL Energies Réunion, pour validation de la complétude de son dossier, qui est ensuite transmis à la Région Réunion pour attribution de la subvention.

La Région Réunion informe par courrier la famille de l'accord de la subvention. En parallèle l'entreprise reçoit un arrêté qui permettra de lui verser la subvention après réalisation et validation des travaux par la SPL Energies Réunion. La famille peut dès réception de son courrier contacter l'entreprise pour fixer un rendez-vous pour la pose du chauffe-eau solaire.

L'entreprise peut alors procéder à la pose du chauffe-eau solaire. Le jour de la pose, la famille doit s'acquitter la part restant à sa charge (dont TVA et surcoût au-delà de 2 650 €).

La SPL Energies Réunion procède à un contrôle de l'installation, afin que l'entreprise puisse être payée de la part de subvention financée par la Région Réunion et le FEDER.

Article 4. VALIDITÉ DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

Les subventions accordées par la Région Réunion dans le cadre du dispositif « Ecosolidaire » sont **valables un an à compter de la date de notification de l'accord de subvention**.

Le Professionnel s'engage à installer les chauffe-eaux solaires dans un délai maximum de **10 mois** à partir de la date de réception de la notification d'accord de subvention transmise par la Région Réunion.

Le Professionnel s'engage à transmettre les pièces de paiement à la SPL Energies Réunion dans **un délai maximum de 12 mois** à partir de la date d'envoi par la Région Réunion de la notification d'accord de subvention transmise par la Région Réunion.

Le dépassement de ce délai entraînera l'annulation de la subvention, par conséquent le bénéficiaire devra réaliser une nouvelle demande.

Si l'opération (fourniture et pose du chauffe-eau) n'est pas réalisée dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de notification de l'accord de subvention, la subvention sera rendue caduque, et le bénéficiaire devra réaliser une nouvelle demande.

Les parties réaliseront un suivi de la validité des subventions accordées, en mettant en place des alertes avant l'échéance du délai de validité des subventions.

Article 5. ENGAGEMENTS DES PARTIES

A. Engagements de la Région Réunion

La Région Réunion s'engage à respecter les critères du dispositif « ECOSOLIDAIRE » tels que décrits au sein de la présente convention.

La Région Réunion s'engage à ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données techniques recueillies, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes et aux coûts. Elle pourra communiquer de façon globale sur les résultats de l'opération, et de manière ponctuelle, après accord du Professionnel, sur des cas d'installations jugées exemplaires et reproductibles.

Ces engagements s'entendent dans la limite des budgets affectés au dispositif.

B. Engagements de la SPL Energies Réunion

La SPL Energies Réunion s'engage à :

- Respecter les dispositions du présent accord de partenariat, notamment en s'assurant du respect des critères d'éligibilité au dispositif ;
- Compléter les dossiers de demande de subvention au fur et à mesure de l'avancement de chaque dossier ;
- Mettre en œuvre les moyens pour que les bénéficiaires de l'opération « ECOSOLIDAIRE » aient la possibilité de contacter les entreprises partenaires pour l'établissement de deux devis.
- Transmettre au bénéficiaire la liste de toutes les entreprises partenaires, ainsi que leurs coordonnées.
- Vérifier la conformité des devis proposés aux familles par les entreprises, sur la base du devis type et de la grille tarifaire fournis en annexe ;
- Relancer le professionnel afin d'obtenir un devis conforme au présent accord de partenariat, dans les modalités définies à l'article VI des présentes ;
- Fournir aux familles un conseil technique neutre et des conseils afin d'éviter le recours à une résistance électrique ;
- Faire un suivi auprès du bénéficiaire, de la Région Réunion et du professionnel afin de vérifier l'avancement de chaque phase ;

- Vérifier avec le bénéficiaire - à distance - la présence et le fonctionnement du chauffe-eau solaire dans un délai maximum de 30 jours ouvrés à compter de la réception par la SPL Energies Réunion de la demande de paiement ;
- Informer la Région Réunion de la réalisation de la vérification ;
- Respecter sa position de neutralité commerciale et ne favoriser aucune des entreprises participantes.

Dans le cadre de sa mission de service public « France Rénov' », la SPL Energies Réunion peut être amenée à informer le Particulier sur les produits disponibles sur le marché local, sur les produits adaptés à ses besoins de manière neutre et indépendante, et sans nuire à la concurrence entre les différents Professionnels partenaires.

Dans le cadre des autres dispositifs d'accompagnement à la rénovation énergétique portés par la Région Réunion, la SPL Energies Réunion pourra être amenée à conduire des diagnostics de performance énergétique chez les particuliers, et à conseiller ceux-ci sur l'ensemble des aides financières dont ils peuvent bénéficier.

La SPL Energies Réunion s'engage à ne pas diffuser en dehors du cadre de cette convention les données recueillies lors de l'instruction des dossiers de demande d'aide, notamment toute information ayant trait à l'ingénierie des systèmes, aux coûts, et au nombre d'installations.

C. Engagements du Professionnel

Le Professionnel devient partenaire de l'opération « ECOSOLIDAIRE » en signant la présente convention, et ainsi s'engage auprès des familles bénéficiaires sur les points suivants :

- Respecter la procédure du dispositif ECOSOLIDAIRE (voir annexe 1 et article X) ;
- Utiliser le devis type, commun pour l'ensemble des professionnels partenaires (voir annexe 2) et fournir un devis intégrant des conditions générales de vente ;
- Respecter les engagements mentionnés sur le devis signé après validation de la subvention ;
- Respecter la grille tarifaire fournie en annexe 5 ; cette grille tarifaire pourra être révisée annuellement sur transmission du professionnel avec accusé réception de la SPL Energies Réunion ;
- Sur une installation nécessitant des frais spécifiques, donc un coût supérieur à ceux présentés dans la grille tarifaire du dispositif, le professionnel fournira un justificatif de cette différence de prix ; ce justificatif signé de la famille est à fournir obligatoirement sous réserve de non-acceptation du dossier ;
- Fournir une facture en cohérence avec le devis proposé avec les mentions obligatoires suivantes :
 - Nom complet et adresse du fournisseur ;
 - Nom complet et adresse du bénéficiaire en tant que client ;
 - SIRET, SIREN, code APE, code NAF et/ou code RCS du fournisseur ;
 - Montant et taux de TVA ;
 - Date de délivrance de la facture ;

- Date à laquelle est effectuée, ou achevée, la livraison de biens ou la prestation de services ;
 - Numéro séquentiel identifiant la facture de façon unique ;
 - Quantité et nature des biens délivrés ou étendue des services rendus, relatifs au devis initial ;
 - Prix unitaire HT de chaque produit et taux de TVA par produit ;
 - Total HT des produits soumis au même taux de TVA ;
 - Montant total au prix HT, TVA et TTC ;
 - Modalité d'exécution du règlement et le cas échéant le délai imparti ;
 - Le cas échéant, les numéros de série des équipements acquis ;
 - Le cas échéant : rabais, remises, ristournes acquis et chiffrables ;
 - Le cas échéant : reprises (notions de renouvellement) ;
 - Le cas échéant, pour les entreprises soumises au régime de la franchise en base de TVA, la formule suivante : « TVA non applicable, art.293 B du code général des impôts » ;
 - Participation de la Région et de l'Union Européenne sur le montant HT
 - Références de l'assurance décennale de l'entreprise correspondant aux travaux effectués ; coordonnées de l'assureur, couverture géographique du contrat ou de la garantie, conformément aux dispositions de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014.
- Fournir des photos de l'installation solaire réalisée :
 - Photo de l'ensemble du chauffe-eau solaire : capteurs et ballon,
 - Photo du bout de ballon pour prouver de la non-installation de la résistance électrique à l'intérieur du ballon,
 - Photo du groupe de sécurité.
 - Faire signer à la famille un procès-verbal de réception de l'installation solaire, mentionnant les éventuelles réserves rencontrées qui devront être levées avant la transmission de la demande de paiement ;
 - L'entreprise partenaire ou l'ensemble de ses sous-traitants doivent au moment du dépôt du dossier de candidature avoir la certification QualiSol ou équivalent RGE.
 - A compter de la signature de la présente et jusqu'à la fin du dispositif, le professionnel ou l'ensemble de ses sous-traitants doit avoir la certification RGE Chauffe-eau solaire DOM ;
 - Renouveler à échéance annuelle les pièces obligatoires pour le maintien du partenariat, listées en annexe 2
 - Proposer une installation en cohérence avec les besoins en eau chaude de la famille.
 - Transmettre une fiche de préféabilité de l'installation (voir annexe 4)
 - Réaliser des installations conformes au présent accord de partenariat.

Tous les ans, le professionnel pourra réviser le prix de son installation sans que celui-ci ne dépasse le prix plafond imposé par le présent accord de partenariat. Ces modifications feront l'objet de l'envoi par le professionnel d'un courrier officiel adressé à la SPL Energies Réunion qui fera par la suite signer au professionnel un avenant modificatif du présent accord de partenariat.

Toute demande de modification doit être motivée dans le courrier et être faite avant l'engagement de la dépense, c'est-à-dire avant la signature du devis et/ou du bon de commande par le bénéficiaire de l'équipement.

Le professionnel s'engage à adopter une démarche commerciale conforme aux spécificités de l'opération, à savoir :

- Pas de démarchage auprès des agents de la Région Réunion ou de la SPL Energies Réunion en vue d'obtenir les listes de familles éligibles ;
- Réaliser une visite sur site pour l'établissement des devis (pas de devis établi sans visite sur place) ;
- Respecter le travail des techniciens de la SPL Energies Réunion ;
- Respecter le travail des autres partenaires du dispositif.

Le professionnel s'engage à informer ses sous-traitants et commerciaux du contenu du présent accord partenarial et à leur faire respecter.

Aussi, il devra transmettre un exemplaire du présent accord partenarial par voie postale à l'ensemble de ses sous-traitants et commerciaux. Il adressera un exemplaire de chaque courrier envoyé à la SPL Energies Réunion.

En signant le présent accord, le professionnel autorise la diffusion par la SPL Energies Réunion des tarifs, (total TTC pour une maison de moins et de plus de 2 ans, prime EDF déduite) annexés au présent accord, auprès des foyers bénéficiaires de l'opération « EcoSolidaire ».

Aucun recours légal en relation avec la diffusion de ces tarifs ne pourra être entrepris.

Le professionnel s'engagera à mentionner sur le devis et la facture qu'il s'agit de l'opération « ECOSOLIDAIRE ».

Le professionnel s'engage à respecter les obligations de publicité et d'information sur l'intervention de l'Union Européenne, conformément au règlement (UE) 2021/1060. Toute communication autour du dispositif ECOSOLIDAIRE devra mentionner le financement du dispositif par la Région Réunion et l'Union Européenne, et devra faire l'objet d'une validation de la part des services de la Région Réunion.

Enfin, le professionnel s'engage à respecter le présent accord de partenariat pendant toute la durée de l'opération ECOSOLIDAIRE.

Article 6. PROCEDURE D'INSTRUCTION DES DOSSIERS

Les étapes ci-dessous doivent être respectées par l'ensemble des parties.

Étape 1 : Identification du bénéficiaire et demande de devis

Les bénéficiaires potentiels identifiés font l'objet d'une visite à domicile d'un agent de la SPL Energies Réunion, au cours de laquelle est réalisé un diagnostic énergétique des consommations du foyer.

Au cours de cette visite, l'agent présente le dispositif d'aide, ainsi que les modalités de constitution du dossier de demande de subvention. Il remet au bénéficiaire pressenti la liste des professionnels partenaires de l'opération.

Les bénéficiaires contactent les professionnels partenaires pour faire établir au moins deux devis pour leur installation.

Étape 2 : Montage du dossier de demande de subvention

Une fois que le bénéficiaire a réalisé au moins deux devis, la SPL Energies Réunion finalise avec le bénéficiaire le dossier de demande de subvention en réunissant l'ensemble des pièces nécessaires à l'instruction.

Ces pièces sont définies à l'annexe 2.

La famille signe alors le devis et l'ensemble des pièces nécessaires au dossier de demande de subvention.

Étape 3 : Contrôle de l'éligibilité du dossier de demande

La SPL Energies Réunion s'assure :

- De la complétude du dossier
- De la conformité du dossier en adéquation avec les critères posés par la présente convention.

Dans le cas où le dossier est incomplet ou non conforme, la SPL Horizon prend contact avec le bénéficiaire afin de récupérer la pièce manquante qu'il doit ajouter ou la pièce non conforme qu'il doit modifier le cas échéant.

Les dossiers complets et conformes sont transmis de manière hebdomadaire à la Région Réunion par voie dématérialisée.

Au cours de la vérification des dossiers de demande de subvention, s'il apparaissait une erreur ou omission sur les devis, la SPL Energies Réunion transmettra le cas échéant au professionnel un courrier électronique récapitulant des devis à modifier. Le professionnel devra procéder à la modification de ces devis (si nécessaire) dans un délai de 10 jours ouvrés à partir de la date de réception du courrier électronique récapitulatif par le professionnel.

En l'absence de réception d'un devis modifié dans ce délai, la demande de subvention sera annulée car rendue caduque.

Étape 4 : Traitement par la Région Réunion

Après que la conformité du dossier a été validée par la SPL Energies Réunion, la Région Réunion procède à des contrôles de cohérence sur les dossiers reçus. Le cas échéant, la Région Réunion prépare et notifie un arrêté d'attribution de la subvention au Professionnel et transmet au Particulier un courrier lui notifiant la décision d'attribution de la subvention.

Il n'y a pas de paiement de subvention à cette étape.

Étape 5 : Pose du chauffe-eau solaire

La SPL Energies Réunion communique au professionnel le devis signé du bénéficiaire, afin que le professionnel puisse programmer la pose du chauffe-eau dans les délais qui lui sont impartis par la présente convention (détaillés à l'article 4).

Le Professionnel réalise la pose du chauffe-eau après avoir reçu la notification de l'arrêté de subvention.

Dans le cas où le Professionnel réalise la pose avant d'avoir la notification de l'arrêté de subvention, la subvention du dossier concerné ne pourra être payée au Professionnel. En aucun cas le Professionnel ne pourra exiger du particulier qu'il procède au paiement du montant de la subvention.

Étape 6 : Transmission de la demande de paiement

Le Professionnel mandaté à cet effet transmet à la SPL Energies Réunion par voie dématérialisée les pièces nécessaires au paiement de l'aide, pièces listées à l'Annexe 2, dans un délai maximal d'un an à compter de la notification de l'arrêté de subvention. La demande de paiement ne pourra intervenir que postérieurement à la notification de l'arrêté de subvention.

Si la demande de paiement intervient au-delà du délai de validité défini à l'article 4, la Région Réunion et la SPL Energies Réunion n'instruiront pas la demande.

Étape 7 : Vérification de l'installation avant paiement

La SPL Energies Réunion vérifie la complétude et la conformité des pièces reçues pour la demande de paiement.

La SPL Energies Réunion contacte le bénéficiaire final pour vérifier avec lui le bon fonctionnement du chauffe-eau solaire ainsi que le respect des critères du cahier des charges pour les installations.

La SPL Energies Réunion se réserve le droit de demander des informations complémentaires au Professionnel sur les produits ou techniques employés, ainsi que des précisions sur l'ensemble des pièces reçues pour la demande de paiement.

Si l'installation est conforme aux critères d'éligibilité ainsi qu'au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, la SPL Energies Réunion transmet à la Région Réunion une copie des pièces du dossier de paiement et l'informe de la conformité pour le versement de la subvention.

Si l'installation n'est pas conforme aux critères d'éligibilité et/ou au devis pris en compte pour le calcul de la subvention, la SPL Energies Réunion en informe la Région Réunion et le Professionnel en notifiant à ce dernier un délai de levée des réserves rencontrées.

À l'expiration de ce délai, à défaut de preuve de mise en conformité de l'installation, ou si la liste des pièces nécessaire au paiement n'est pas complète, la Région Réunion refusera le paiement de la subvention.

Un dossier déclaré éligible à l'étape 3 peut être refusé en paiement à l'étape 5, tant que le Professionnel n'a pas transmis à la SPL Energies Réunion une demande de paiement complète et conforme aux exigences de la présente convention.

Étape 8: Paiement du montant de la subvention

La Région Réunion procède au mandatement de l'aide au Professionnel dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la réception au sein de ses services des pièces nécessaires à ce mandatement.

Ce délai peut-toutefois être dépassé sans pénalité par la Région, notamment au période de changement de budget (décembre/janvier).

La Région Réunion informe le Professionnel des dossiers dont elle procède au mandatement, de manière nominative.

La Région Réunion précise que les procédures budgétaires et délais d'engagement des enveloppes peuvent conduire à devoir stopper l'attribution de subvention pendant certaines périodes.

Le paiement du montant de la subvention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion et dans la limite des budgets affectés au dispositif.

Article 7. CONTROLE DE L'EXECUTION DE L'OPERATION

A. Contrôle en cours d'instruction de l'opération

La SPL Energies Réunion peut, à toute étape de la procédure, de manière discrétionnaire ou à la demande de la Région Réunion, de l'Union Européenne ou du bénéficiaire, s'assurer auprès du bénéficiaire de la bonne exécution de l'opération et de sa satisfaction, aux moyens de visites ou de contacts téléphoniques.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire constate une anomalie dans le bon déroulement du dispositif, ou de manière générale, dans le bon déroulement de son projet, il peut en informer la Région Réunion et la SPL Energies Réunion, qui pourront le cas échéant procéder à l'étude du dossier. Une conciliation sera entreprise avec le Professionnel, pouvant aboutir à l'acceptation ou au rejet définitif du dossier.

B. Contrôle après exécution de l'opération

La Région Réunion ou l'Union Européenne pourront faire procéder à toutes opérations d'audit technique de conformité sur les chauffe-eaux qui auront bénéficié de leurs aides. L'audit technique pourra être réalisé dans la continuité des vérifications préalables au paiement ou à tout autre moment après paiement. Les audits pourront être effectués par la SPL Energies Réunion ou un autre prestataire, en présence ou non d'un représentant du Professionnel.

La Région Réunion et la SPL Energies Réunion se réservent également la possibilité de mandater un bureau d'études ou un organisme de contrôle agréé pour effectuer un audit technique des installations.

Le Professionnel en sera informé et pourra être présent lors de ces audits. Il devra cependant pour cela se conformer aux créneaux proposés par l'organisme qui aura la charge de les effectuer.

Article 8. UTILISATION ET PROTECTION DES DONNEES

Informations statistiques

Le Professionnel accepte que les prix qu'il pratique soient utilisés par la Région Réunion et la SPL Energies Réunion pour renseigner des indicateurs globaux que la Région Réunion souhaiterait exploiter sous réserve qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

Les données techniques fournies par le Professionnel (volume de la cuve, surface de capteurs, répartition géographique des centrales par exemple) peuvent également être exploitées de manière statistique par la SPL Energies Réunion et la Région Réunion, sans qu'aucune donnée individuelle ou nominative ne soit publiée.

De manière régulière un bilan du dispositif est présenté par la SPL Energies Réunion à la Région Réunion. De manière périodique, et après accord expresse de la Région Réunion, un bilan global du dispositif pourra être présenté aux Professionnels partenaires.

Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel mis en œuvre aux fins de l'exécution des prestations, notamment le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).

Les Parties s'engagent ainsi à se rapprocher afin de définir les rôles et responsabilités de chacune d'entre elles à l'égard dudit traitement et à mettre en place toutes les mesures visant à protéger les droits des personnes.

Les Parties concluront alors, selon les cas, une convention de sous-traitance ou de co-responsables de traitement visant à définir les moyens, finalités et modalités de mise en œuvre du traitement ainsi que les obligations et responsabilités de chacune d'entre elles.

Les données collectées auprès des particuliers sont uniquement celles qui sont nécessaires et suffisantes à l'attribution de l'aide régionale et à la vérification du bon fonctionnement de l'installation.

Les particuliers bénéficiaires sont informés sur l'utilisation de leurs données dès la collecte, et des finalités de traitement de leurs données. Les particuliers bénéficiaires sont également informés des modalités d'accès, de rectification et de suppression de leurs données lors de la demande de subvention.

Article 9. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de sa date de signature par les trois parties pour une durée de trois ans. L'entrée en vigueur de la présente convention met fin de plein droit à l'accord de partenariat précédent qui ne continuera à produire ses effets que pour les dossiers en cours d'instruction à la date d'expiration de la convention.

La présente convention est renouvelable par tacite reconduction sur présentation des pièces justificatives (décrites en annexe 2 de la présente convention) avant l'échéance, sauf dénonciation écrite formulée par l'une des parties avec un préavis d'un mois avant l'expiration de la convention.

La convention continuera à produire ses effets après sa dénonciation pour tous les dossiers en cours d'instruction à compter de cette date. Ces dossiers seront traités jusqu'au paiement de la subvention ou, à défaut, à la décision de rejet définitif de la demande.

La présente convention est applicable aux dossiers de demande d'aide dont la date de commande de l'installation est postérieure à la date de signature de la convention par les trois parties. Ceux-ci seront traités conformément aux dispositions ci-contractuellement définies.

Toute installation dont la date de la commande est antérieure à la date de signature de la présente convention par les trois parties ne pourra faire l'objet d'une demande d'aide au titre de cette dernière.

La présente convention est exécutable dans la limite de l'enveloppe engagée par la Région Réunion pour l'opération.

Article 10. AVENANTS

La présente convention pourra faire l'objet d'avenants, en accord avec les trois Parties à la présente convention.

Article 11. REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION ET AJOURNEMENT DU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE DEMANDE D'AIDE

La Région Réunion se réserve le droit de demander le remboursement de la subvention versée au Professionnel ou de suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide déposé par ce dernier dans les cas suivants :

Remboursement de la subvention

Dans le cas où, à l'issue des opérations de contrôles définies à l'article 7, les non-conformités relevées ne seraient pas résolues à l'expiration d'une procédure de mise en demeure, le Professionnel sera tenu de rembourser intégralement le montant de la subvention perçue à compter de la notification qui lui aura été faite par la Région Réunion, son représentant ou tout organisme habilité à cet effet. Le délai accordé pour le remboursement de la subvention sera mentionné dans le titre exécutoire émis par la Région Réunion.

Le remboursement de la subvention ne fait pas obstacle à la possibilité de mettre en œuvre la clause de résiliation prévue à l'article 12 de la présente convention.

Suspension du traitement des dossiers de demande d'aide

Toute mise en demeure adressée dans les conditions définies à l'article 12.C.2 de la présente convention entraînera automatiquement la suspension du traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement. Cette suspension prend effet de plein droit à compter de la notification de la mise en demeure susvisée jusqu'à la mise en conformité du Professionnel constatée par la Région Réunion ou la SPL Energies Réunion ou tout organisme habilité à cet effet.

Aucun nouveau dossier ne pourra ainsi être déposé par le Professionnel avant la notification du constat de mise en conformité. Tout dossier déposé par le Professionnel entre la date de notification de la mise en demeure ayant entraîné la suspension du traitement de ses dossiers et celle du constat de mise en conformité, sera rejeté de plein droit et ne pourra être pris en charge dans le cadre de la présente convention.

Le traitement des dossiers déposés par le Professionnel avant la notification de la mise en demeure continuera à être réalisé dans les conditions définies à l'article 6 de la présente convention.

Au cours de la période de suspension, le Professionnel sera exclu de toute opération de communication et de publicité relatives au dispositif. A ce titre, il ne sera plus référencé comme entreprise partenaire du dispositif d'aide régionale. De plus, l'accès du professionnel à la plateforme dématérialisée de demande d'aide sera impossible.

Article 12. RESILIATION

A compter de la prise d'effet de la décision de résiliation, le Professionnel cessera immédiatement de se prévaloir de toute référence et d'user de l'appellation « partenaire de la Région Réunion ».

- **Résiliation simple**

Moyennant le respect d'un préavis d'un mois, la présente convention pourra être résiliée à tout moment, indépendamment de toute faute, sur demande de l'une des parties formulées par lettre recommandée avec accusé réception adressée à chacune des deux autres parties. La décision de résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties.

Le Professionnel devra continuer à se conformer aux dispositions de la présente convention jusqu'à l'achèvement de toutes les installations ayant déjà reçu une décision d'éligibilité au dispositif « ECOSOLIDAIRE » à la date de notification de la décision de résiliation.

La présente convention continuera ainsi à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

- **Résiliation pour évènements extérieurs à la convention**

B1 Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, la convention est résiliée, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

En cas de liquidation judiciaire du Professionnel, la convention est résiliée, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Professionnel.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le Professionnel, à aucune indemnité.

B2 Arrêt du dispositif ECOSOLIDAIRE

En cas d'arrêt du dispositif régional « ECOSOLIDAIRE », la présente convention sera résiliée de plein droit, sans mise en demeure préalable ni droit à indemnité, par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique.

La présente convention continuera néanmoins à produire ses effets entre toutes les Parties jusqu'au paiement du dernier dossier déclaré conforme et ayant été éligible au moment de la notification de la décision de résiliation.

- **Résiliation pour faute**

C.1 La Région Réunion ou son représentant peut résilier la convention pour faute du Professionnel en cas de manquement grave de ce dernier à l'une des obligations essentielles imposées par la présente convention, notamment dans les cas suivants :

- a) Le Professionnel contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le Professionnel s'est livré, à l'occasion de l'exécution de la convention, à des actes frauduleux ou à des malversations ;
- c) Postérieurement à la signature de la présente convention, le Professionnel ou son représentant a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- d) Le Professionnel ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un constat émis par la SPL Energies Réunion ou par toute personne ou organisme habilité à cet effet ;
- e) Le Professionnel déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

- f) Le Professionnel a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou elle ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées dans la présente convention ;
- g) Le Professionnel n'a pas produit les attestations d'assurances dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande de la Région Réunion ou de la SPL Energies Réunion ou de leurs représentants ;
- h) Postérieurement à la signature de la convention, les renseignements ou documents produits par le Professionnel à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à la signature de la présente convention s'avèrent inexacts ;
- i) Lors de l'analyse des dossiers de demande d'aide ou postérieurement à celle-ci, les renseignements ou documents fournis par le Professionnel à l'appui de sa demande s'avèrent inexacts ;
- j) En cas de dissimulation ou de falsification d'informations devant être communiquées aux autres Parties ou au Particulier ;
- k) Le Professionnel ne se conforme pas à l'une des exigences mentionnées à l'article 5C de la présente convention ;
- l) Lors des audits de certification, l'organisme mandaté par les organismes de certification constate que le Professionnel n'a plus les compétences requises ou ne respecte pas les engagements demandés pour le référentiel de certification ;
- m) La pose de l'installation a été réalisée avant la date de réception d'un dossier de demande complet, ou pendant une période non couverte par l'assurance du Professionnel ;
- n) le Professionnel ne s'acquitte pas du remboursement de la subvention prévue en cas d'installation non-conforme à l'article 11 de la présente convention.

C.2 Sauf dans les cas prévus aux b), c), e) et h) ci-dessus, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, doit avoir préalablement été notifiée au Professionnel par la Région Réunion et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Région Réunion informe le Professionnel de la sanction envisagée ainsi que de la suspension automatique du traitement de ses dossiers dans les conditions définies à l'article 11 de la présente convention et l'invite à présenter ses observations.

A l'expiration de la mise en demeure, la Région Réunion pourra provoquer ou accéder à une demande de conciliation effectuée par le Professionnel avant la notification de la décision de résiliation. La démarche de conciliation est une simple faculté et ne saurait constituer un préalable obligatoire à la résiliation de la convention.

La décision de résiliation de la convention est notifiée au Professionnel par courrier recommandé avec accusé de réception postal ou électronique. La résiliation prend effet à compter de la date mentionnée dans la décision ou, à défaut, à compter de sa notification.

C.3 La résiliation de la convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Professionnel.

C.4 La résiliation de la présente convention pour faute du Professionnel entraîne le rejet automatique des dossiers de demande d'aide en éligibilité et/ou en paiement en cours d'instruction à la date d'effet de la décision de résiliation.

Le Professionnel devra réaliser les travaux pour lesquels il s'est engagé auprès du Particulier à ses frais et risques.

Tout dossier de demande de paiement déclaré conforme avant la date d'effet de la décision de résiliation fera en revanche l'objet du versement de la subvention dans les conditions définies à l'article 6 de la présente convention.

C.5 En cas de faute quelconque du Professionnel qui ne revêtirait pas le caractère de manquement grave à une obligation essentielle, la Région Réunion peut mettre en demeure le Professionnel de mettre un terme au manquement incriminé dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification de sa mise en demeure.

En cas de non-respect des prescriptions de la mise en demeure dans le délai imparti, la Région Réunion pourra suspendre le traitement des dossiers de demande d'aide en éligibilité ou en paiement déposé par le Professionnel postérieurement à l'expiration de la mise en demeure et jusqu'au constat de mise en conformité du Professionnel. La décision de suspension du traitement des dossiers ainsi que le constat de mise en conformité sont notifiés au Professionnel par la Région Réunion ou la SPL Energies Réunion par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas de retard supérieur à 30 jours calendaires à compter de l'expiration de la mise en demeure susvisée, la faute constatée sera considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 12.C.2. La répétition d'une même faute simple, déjà dûment constatée par la Région Réunion ou la SPL Energies Réunion et ayant fait l'objet d'une première mise en demeure, sera également considérée comme un manquement grave à une obligation essentielle susceptible d'entraîner la résiliation de la convention dans les conditions définies à l'article 12.C.2.

Article 13. REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le présent contrat est soumis au droit français.

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la convention ou à l'exécution des prestations objet de la convention.

A défaut de règlement à l'amiable, tout litige relatif à l'exécution et/ou de l'interprétation de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion.

Article 14. ANNEXES

Les annexes à la présente convention en font partie intégrante et emportent de ce fait une valeur juridique.

Il s'agit de :

Annexe 1 : Cahier des charges des installations subventionnées

Annexe 2 : Manuel de gestion des dossiers de demande d'aide

Annexe 3 : Devis type

Annexe 4 : Facture type

Annexe 5 : Fiche de préféabilité

Annexe 6 : Gille tarifaire

Fait en 3 exemplaires originaux, le

Pour le Professionnel	Pour la SPL Energies Réunion	Pour la Région Réunion
Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)	Signature (Mention manuscrite « Lu et approuvé »)
(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)	(Nom et qualité du signataire)

Annexe 1. Cahier des charges des installations subventionnées

1.1. Caractéristiques des chauffe-eaux solaires

Les chauffe-eaux solaires subventionnés seront de type « monobloc » ou « dissocié ».

Les chauffe-eaux solaires subventionnés seront sans résistance électrique d'appoint.

Les chauffe-eaux solaires commercialisés auront pendant toute la durée de l'opération une certification CSTBat dont le domaine d'emploi de l'avis technique couvre explicitement les DOM ou des caractéristiques de performances et de qualités équivalentes, établies par un organisme localisé dans l'Espace Economique Européen et accrédité selon les normes NF EN ISO/CEI 17025 et NF EN 45011 par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral pertinent pris dans le cadre de European cooperation for Accreditation (EA), coordination européenne des organismes d'accréditation.

Pour justifier de l'équivalence à la certification CSTBat dans le domaine d'emploi considéré des DOM, le procédé doit comporter a minima une certification Solar Keymark « Capteur » ou équivalent, et les justificatifs suivants :

- Pour la résistance à l'arrachement :
 - Seuil de tenue à l'arrachement du vitrage du capteur selon les normes d'essais EN 12975-2 ou ISO 9806 ou basé sur EN 12211 §7.4, supérieur ou égal à 3000 Pa, obtenu par un laboratoire accrédité conformément à la norme NF EN ISO/CEI 17 025 ;
 - Note de calcul réalisé selon les Eurocodes par un bureau d'étude indépendant, validant la tenue des fixations vis-à-vis des charges mécaniques, climatiques et sismiques le cas échéant, spécifiques aux DOM ;
- Pour la corrosion, un rapport d'étude d'un organisme tiers ISO 9001 validant :
 - La tenue à la corrosion des matériaux aux atmosphères extérieures définie dans la NF P 24 351, soit a minima de type E17 en ce qui concerne le châssis, la visserie et le système de fixation a minima de type E16 pour le capteur et le ballon de stockage ;
 - La compatibilité des matériaux face aux environnements spécifiques aux DOM, par une étude électrochimique induit par l'assemblage de ces matériaux.

L'entreprise fournira les fiches techniques de tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'installation.

Chaque chauffe-eau solaire commercialisé dans le cadre d'ECOSOLIDAIRE devra comprendre :

- Les supports de fixation ;
- La visserie, compatible avec les matériaux du support de fixation et de la toiture pour limiter le phénomène de corrosion ultérieure ;
- Le chauffe-eau solaire : cuve et les capteurs ainsi que les éléments de raccordement entre la cuve et les capteurs ;
- 20 mètres linéaires de cuivre gainé (eau chaude et eau froide) nécessaire pour la livraison de l'eau chaude dans la salle de bain et la cuisine. Le diamètre des canalisations de l'installation d'eau chaude s'adaptera au diamètre des canalisations existantes ;
- Un groupe de sécurité ;
- Un mitigeur thermostatique ;

- Un réducteur de pression ;

Si installation en dissociée :

- L'ensemble du matériel nécessaire pour le bon fonctionnement du chauffe-eau solaire (circulateur, appareils de régulation...) ;
- L'ensemble du matériel nécessaire pour la protection électrique des appareils ;
- Plots bétons (cas des installations au sol et en toiture terrasse uniquement) ;
- La dépose du CESI existant ;
- Le branchement en parallèle du chauffe-eau existant (afin d'éviter l'installation d'une résistance électrique ultérieurement.)

De manière générale, le professionnel s'engage à fournir l'ensemble des éléments permettant le bon fonctionnement du CESI et le raccordement du chauffe-eau solaire au réseau d'eau existant.

Le groupe de sécurité, réducteur de pression ainsi que le mitigeur thermostatique devront être placés sur une des façades extérieures du logement à 1,80 mètres ou plus au-dessus du niveau du plancher du rez-de-chaussée.

L'eau chaude devra être disponible pour la famille à l'intérieur du logement. Le professionnel s'engage à équiper le logement d'un (ou deux) point(s) de livraison d'eau chaude dans la limite des 20 mètres de cuivre gainé cité plus haut. Le tableau ci-dessous donne les points de livraison d'eau chaude pour la famille.

Pièces du logement	Salle de bain	Cuisine
Points de livraison d'eau chaude	Douche / baignoire	Evier

Les installations en travers sont interdites et de ce fait non subventionnées ni par EDF, ni par la Région Réunion.

Les installations en contre pente sont autorisées sur les toitures ayant une pente inférieure ou égale à 5°.

La pose en toiture (surimposition) est fortement recommandée. Les installations au sol et sur annexes sont tolérées et doivent être des cas exceptionnels. Dans le cas des installations au sol, les travaux de génie civil (pose des plots béton...) seront entièrement pris en charge par le professionnel. Le professionnel doit respecter les règles d'urbanisme appliquées sur le territoire concerné.

L'attention de l'entreprise est également attirée sur des exigences particulières qui peuvent être formulées notamment pour les installations réalisées dans des périmètres ayant signé la Charte « Village Créole ». L'entreprise sera tenue de respecter les dispositions s'appliquant à cette charte.

Les installations seront soumises à une vérification par les équipes de la SPL Energies Réunion. A l'issue de chaque visite ou vérification à distance la SPL Energies Réunion transmettra un rapport précisant la conformité ou la non-conformité de l'installation par rapport au présent accord de partenariat.

Dans le cas de logements situés au-dessus de 400 mètres d'altitude, il est souvent nécessaire d'augmenter la surface de capteur afin d'atteindre un taux de couverture solaire d'au moins 70%. Ainsi, le professionnel devra systématiquement intégrer dans son devis l'ajout d'un capteur supplémentaire (soit environ 2m²) par rapport à la surface de capteur pour un logement situé à moins de 400 mètres d'altitude.

Le tableau ci-dessous donne à titre indicatif les surfaces de capteurs nécessaires pour les installations situées au-delà des 400 mètres d'altitude :

	Surface de capteur Logement < 400 mètres d'altitude	Surface de capteur Logement > 400 mètres d'altitude
CESI de 150 à 200 litres	1,90 à 3,5 m ²	2,91 à 4, 5 m ²
CESI de 250 à 350 litres	2,90 à 4 m ²	5 à 7 m ²
CESI de > 400 litres	5 à 7 m ²	7 à 9 m ²

Le groupe de sécurité sera dimensionné de manière à être en cohérence avec les sollicitations dues à l'ajout d'un capteur supplémentaire.

Sauf cas exceptionnel, les capteurs supplémentaires sont interdits pour les logements situés en dessous des 400 mètres d'altitude.

La notion de « cas exceptionnel » constitue uniquement l'impossibilité d'atteindre un taux de couverture supérieur ou égal à 70% selon les cas suivants :

- Surface de toiture permettant l'installation du CESI orientée Sud ou à l'Ouest ;

1. Masque solaire important et suppression impossible ;

Dans ces cas le professionnel apportera les justifications nécessaires sur son devis et devra transmettre à la SPL Energies Réunion une note de calcul SOLO (ou logiciel de dimensionnement équivalent) qui démontrera l'absence d'un taux de couverture solaire inférieur à 70%.

1.2. Garanties sur les accessoires

La cuve et les capteurs seront garantis 10 ans pièces et main d'œuvre.

L'entreprise doit avoir la garantie décennale durant toute la durée de l'opération ECOSOLIDAIRE.

Pendant la durée de l'opération ECOSOLIDAIRE, le professionnel se conformera à la grille tarifaire de l'annexe 5 pour établir ses tarifs de déplacements, diagnostic et intervention.

Le professionnel offrira une garantie de 2 ans sur l'ensemble des accessoires nécessaires au bon fonctionnement de l'installation (hors cuve et capteur) à partir de la date de validation de l'installation par la SPL Energies Réunion.

En cas d'un problème lié à l'installation du chauffe-eau solaire, le professionnel n'occasionnera pas de frais de déplacement pour la famille dès lors qu'elles interviennent dans un délai de 2 ans après la date de validation de l'installation par la SPL Energies Réunion. Après l'expiration du délai de 2 ans, le professionnel devra se conformer à la grille tarifaire (annexe 5) pour ses tarifs de déplacements, diagnostic et intervention.

Aucun paiement ne sera demandé aux bénéficiaires ou à la Région Réunion avant la validation de la subvention. Le bénéficiaire payera le reste à charge qui lui est dû lors de la réception de l'installation d'eau chaude sanitaire (CESI).

1.3. Délais d'intervention du professionnel

En cas de panne ou de dysfonctionnement constaté par la famille, le professionnel interviendra dans un délai de 20 jours ouvrés dès le signalement de la panne par la famille ou par la SPL Energies Réunion au professionnel.

Annexe 2. Manuel de gestion des dossiers de demande d'aide

2.1. Conditions sur le bénéficiaire

Le bénéficiaire final de l'aide EcoSolidaire est une personne physique en situation de précarité énergétique et/ou de difficulté économique.

La situation des acquéreurs bénéficiaires finaux sera examinée au regard des critères suivants :

- **Avoir des revenus inférieurs au barème d'éligibilité des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH)** pour les personnes modestes. Ce barème est fixé annuellement au niveau national. Les montants plafonds établis par l'ANAH sont mis à jour annuellement et s'appliquent à compter du 1^{er} janvier de l'année en cours. Il s'agira de vérifier la dernière déclaration des revenus disponible par rapport au barème de l'ANAH de l'année en cours.
- Le **bénéficiaire doit être propriétaire occupant** de l'habitation qui fait l'objet de la demande. Les cas d'usufruit sont aussi acceptés.

Toute demande réalisée au nom d'une Société Civile Immobilière ne pourra être instruite.

2.2. Adhésion du professionnel au dispositif

Le dispositif « Ecosolidaire » est destiné aux Professionnels dont l'entreprise est immatriculée à La Réunion (974), ou qui possèdent un établissement secondaire ou une filiale de leur société sur le territoire de La Réunion (974).

Le Professionnel procédant à la fourniture et à l'installation du chauffe-eau solaire devra posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Ces conditions seront considérées satisfaites par la fourniture d'un **dossier complet de candidature**, établi à l'attention de la SPL Energies Réunion, et qui devra comporter **l'intégralité** des pièces suivantes :

Une **partie administrative** comprenant :

- Une **lettre de candidature** reprenant les coordonnées complètes de l'entreprise et ses motivations à réaliser l'opération ECOSOLIDAIRE
- Le **formulaire administratif dûment rempli (document type fourni par la SPL Energies Réunion)**
- Une **attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et décennale**
- Le **RIB de l'entreprise** (format IBAN BIC)
- Un **extrait K-bis** de moins de 6 mois

- Le **chiffre d'affaires de l'entreprise**, au moins sur l'exercice précédent, avec la précision de la part du chiffre d'affaires relative à l'activité de vente et de pose de chauffe-eaux solaires individuels ;
- Les **comptes certifiés de l'exercice précédent**
- Une **attestation de régularité fiscale**, justifiant le paiement de toutes les taxes liées à l'activité professionnelle du professionnel
- La convention de partenariat ou **justificatif d'agrément de la société par EDF**
- **L'attestation RGE du professionnel valide au moment du dépôt de dossier**
- **L'identification et les coordonnées du ou des sous-traitants, avec l'attestation RGE de tous les sous-traitants**, valides au moment du dépôt du dossier et à renouveler à échéance.

Une **partie technique et commerciale** comprenant :

- Une **note de calcul** attestant que le chauffe-eau solaire individuel et les équipements nécessaires à sa pose sont résistants aux vents cycloniques et peuvent être posés en **zone 5**
- La **certification CSTB mention DOM** ou **Solarkeymark avec compléments** pour les chauffe-eau solaires
- Les **fiches techniques** de l'ensemble des composants du chauffe-eau : cuve, capteur, accessoires de plomberie et de fixation
- **La ou les proposition(s) commerciale(s) établie(s) selon le devis type.**

En particulier, dans le cas où la certification Solarkeymark est fournie, elle doit être accompagnée des documents justificatifs des essais permettant de vérifier les points suivants :

- Le seuil de tenue à l'arrachement du vitrage du capteur selon norme d'essais EN12975-2 ou basé sur EN12211 §7.4 sera supérieur ou égal à 3000 Pa, obtenu par un laboratoire accrédité conformément à la norme NF EN ISO/CEI 17 025.
- Une note de calcul réalisée par un bureau d'études qualifié RGE validant les fixations vis-à-vis des charges mécaniques, climatiques et sismiques adaptées au DOM.
- La tenue à la corrosion et l'adaptation face aux environnements extérieurs spécifiques aux DOM
- L'écart autorisé entre la performance thermique initiale mesurée selon la norme d'essais EN 12 975-2 et celle mesurée après vieillissement d'un an du capteur exposé sans liquide caloporteur en atmosphère extérieure marine E15 est de +/-10%.

Tout dossier de candidature incomplet ne pourra pas être instruit. La SPL Energies Réunion instruit le dossier dans un délai d'un mois à compter de l'accusé de réception d'un dossier de candidature complet.

À l'issue de l'instruction, la SPL Energies Réunion en informe la Région Réunion et procède à la signature des conventions de partenariat. Celles-ci sont ensuite transmises à la Région Réunion par courrier. La SPL Energies Réunion notifie ensuite le début du partenariat au professionnel concerné.

Les pièces du dossier de candidature seront à renouveler à échéance par l'entreprise, sous peine de caducité du partenariat.

2.3. Composition des dossiers de demande de subvention

Les pièces à fournir, **intégralement remplies, lisibles, datées et signées** pour la **demande d'éligibilité** sont :

- Le **formulaire de demande de subvention**, dûment rempli et signé par le bénéficiaire ;
- **L'attestation du choix de devis**, dûment remplie et signée par le bénéficiaire ;
- **2 devis d'entreprises partenaires du dispositif, dont un seul signé**, en cohérence avec l'attestation du choix de devis
- Une **facture EDF** au nom du bénéficiaire, et à l'adresse de l'habitation qui fait l'objet de la demande
- La **pièce d'identité du bénéficiaire**
- Un **justificatif de propriété du bénéficiaire** :
 - Acte de propriété avec certificat d'adressage
 - Titre de propriété avec certificat d'adressage
 - Avis de taxe foncière avec mention propriétaire ou usufruitier
- Un **justificatif d'occupation du logement** : avis de taxe d'habitation ou attestation sur l'honneur du bénéficiaire
- Un **justificatif de revenus pour le bénéficiaire** : avis d'imposition mentionnant le revenu fiscal de référence, ou à défaut, l'attestation d'éligibilité au Chèque Energie, ou l'attestation de droits au titre de l'aide complémentaire santé. Il est précisé que le service instructeur de la Région Réunion peut dans certains cas exiger les justificatifs de revenus pour l'ensemble des personnes composant le foyer.

Tout dossier incomplet ne pourra pas être instruit.

2.4. Composition des dossiers de demande de paiement

A l'issue de la pose de chaque chauffe-eau solaire, et dans la limite du délai de validité de la subvention défini à l'article 4, le professionnel devra transmettre à la SPL Energies Réunion un dossier comprenant :

- La **facture relative à l'installation** en cohérence avec le devis proposé à la famille et précisant le nom de l'entreprise qui a réalisé l'installation. Tous les éléments figurant sur le devis validé devront figurer sur la facture, notamment participation Région/FEDER/EDF, moyen d'acquittement, conformément à l'annexe 4.
- Le **procès-verbal de réception sans réserve de l'installation** (signé par le professionnel et le bénéficiaire) ;
- Des **photos de l'installation** (cuve, capteur, groupe de sécurité, réducteur de pression ainsi que le mitigeur thermostatique) :
 - Photo de l'ensemble du CESI : capteurs et ballon,
 - Photo du bout de ballon pour prouver de la non-installation de la résistance électrique à l'intérieur du ballon,
 - Photo du groupe de sécurité,
- Un **reçu prouvant le paiement du reste à charge par le bénéficiaire**. Ce reçu doit obligatoirement mentionner :
 - Le nom et prénom complet du bénéficiaire ;
 - Le montant conforme au reste à charge pris en charge par la famille ;
 - Les modalités de ce paiement (espèces, n° de chèque...)- ;
 - Le cachet de l'entreprise et le nom du signataire pour le compte de l'entreprise ;
 - La date et la signature par le bénéficiaire.

Les factures, libellés au nom du bénéficiaire de l'aide doivent comporter les mentions obligatoires suivantes :

- Nom complet et adresse du Professionnel ;
- Nom complet et adresse du bénéficiaire en tant que client ;
- SIRET, SIREN, code APE, code NAF et/ou code RCS du Professionnel ;
- Montant et taux de TVA applicables ;
- Date de délivrance de la facture ;
- Date à laquelle est effectuée, ou achevée, la livraison de biens ou la prestation de services ;
- Numéro séquentiel identifiant la facture de façon unique ;
- Quantité et nature des biens délivrés ou étendue des services rendus, relatifs au devis initial ;
- Prix unitaire HT de chaque produit et taux de TVA par produit ;
- Participation de la Région Réunion et de l'Union Européenne sur le montant HT
- Référence de l'assurance décennale de l'entreprise correspondant aux travaux effectués
- Total HT des produits soumis au même taux de TVA ;
- Montant total au prix HT, TVA et TTC ;
- Modalité d'exécution du règlement et le cas échéant le délai imparti ;
- Le cas échéant : rabais, remises, ristournes acquis et chiffrables ;

- Le cas échéant : reprises (notions de renouvellement) ;
- Le cas échéant, pour les entreprises soumises au régime de la franchise en base de TVA, la formule suivante : « TVA non applicable, art.293 B du Code Général des Impôts.


Les devis, bons de commande, facturations des centrales qui seront remis au Particulier devront être conformes aux documents types fournis en annexe.

Tout document ne comportant pas ces mentions sera rejeté. Les informations mentionnées sur les documents types, sur les bons de commande et sur les autres pièces du dossier de demande d'aide devront être concordantes entre elles, sous peine de rejet du dossier.

Annexe 3 : Devis type

Le devis type établi par le professionnel devra respecter les dispositions de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014.

**ENTETE ET LOGO
DE L'ENTREPRISE**

Eco Solidaire


Devis N° : **XX XXXXXX**
 Affaire suivie par : **M. XXXXXXXXXXXXX**
 Date : **xx/xx/201X**
 Durée de validité du devis : **XX mois**
 Référence pour tout contact EDF : 26300000
 Contrat EDF n°
 Adresse e-mail:

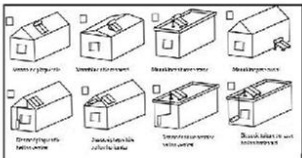
Nom / Prénom du demandeur
 Adresse 1
 CP - Ville
 Téléphone : **XXX XX XX XX**

DESIGNATION	Quantité	Matériel offert	Prix unitaire (HT)	Total (TTC)
Chauffe-eau solaire individuel XXX litres			0,00 €	0,00 €
X capteur(s) solaire(s) : XXX m2				
Circulateur, régulation (si nécessaire)				
Marque du chauffe-eau				
Référence du chauffe-eau				
Superficie des Capteurs				m2
Pose du chauffe-eau solaire			0,00 €	0,00 €
Capteur supplémentaire			0,00 €	0,00 €
Cuivre supplémentaire (en ml)			0,00 €	0,00 €
Supplément dissocié			0,00 €	0,00 €
Vanne d'arrêt		Offert		
Un mitigeur thermostatique		Offert		
Réducteur de pression		Offert		
Groupe de sécurité		Offert		
Clapet anti-retour		Offert		
1 ou 2 points de raccordement + 20 ml de cuivre		Offert		
Kit support de fixation + visserie		Offert		
Garantie 10 ans sur cuve et capteurs		Offert		
Garantie 2 ans sur accessoires		Offert		
Total Fourniture + pose (hors aides)			0,00 €	0,00 €

TVA appliquée 2,10%

0,00 €

IDENTIFICATION AIDES ET PRIME		Montant des aides HT
Aide FEDER/Région Réunion		0,00 €
Prime EDF		1 200,00 €



RESTE A PAYER		
	TVA non pris en charge	0,00 €
Montant HT non pris en charge	0,00 €	
Restant à la charge du demandeur		

Point de raccordement "eau chaude sanitaire"

☐ Sur réseau existant (salle de bain et cuisine)
☐ Salle de bain
☐ Cuisine

Observations :

Le client
(Date et signature précédée de la mention "Bon pour accord")

L'entreprise
(signature + cachet entreprise)





Ce dispositif est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)
L'Union Européenne et la Région Réunion investissent dans votre avenir

Prime économies d'énergie, soutien public versé par EDF pour la maîtrise de la consommation d'énergie électrique de Réunion intégrant et complétant la contribution financière d'EDF dans le cadre du dispositif des Certificats d'Économies

Annexe 4 : Facture type

ENTETE ET LOGO DE L'ENTREPRISE

EcoSolidaire

Devis N° : XX XXXXXX
 Affaire suivie par : M. XXXXXXXXXXXXX
 Date : xx/xx/201X

Nom / Prénom du demandeur
 Adresse 1
 CP - Ville
 Téléphone : XXX XX XX XX

N° Police d'assurance entreprise: xxxxx

DESIGNATION	Qté	Matériel offert	Prix unitaire (HT)	Total (TTC)
Chauffe-eau solaire XXX' litres X capteur(s) solaire(s) : X m2 Circulateur, régulation (si nécessaire)	1		0,00 €	0,00 €
Pose du chauffe-eau solaire			0,00 €	0,00 €
Capteur supplémentaire			0,00 €	0,00 €
Cuivre supplémentaire (en ml)			0,00 €	0,00 €
Vanne d'arrêt		Offert		
Un mitigeur thermostatique		Offert		
Réducteur de pression		Offert		
Groupe de sécurité		Offert		
Clapet anti-retour		Offert		
1 ou 2 point(s) de raccordement + 20 ml de cuivre		Offert		
Kit support de fixation + visserie		Offert		
Garantie 10 ans sur cuve et capteurs		Offert		
Garantie 2 ans sur accessoires		Offert		

Observations :

TVA appliquée

Acquitement :

Montant à la charge du demandeur

Modalité de règlement	Numéro	Date d'encaissement
Virement bancaire		
Chèque(s)		
Mandat cash		

Montant total (aides non déduites) HT	
Montant TVA	
Montant TTC (aides non déduites)	
Prime EDF (HT)	
Prime FEDER/Région Réunion (HT)	
Montant à charge du demandeur	
Montant total du (TTC)	

Le client
(Date et signature)

L'entreprise
(cachet et signature)

Ce dispositif est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER)
L'Union Européenne et la Région Réunion investissent dans votre avenir

La facture type établie par le professionnel devra respecter les dispositions de la loi n°2014-626 du 18 juin 2014.

Annexe 5 : Fiche de préféabilité

La présente fiche de préféabilité est à fournir annexée à chaque devis faisant l'objet d'une demande de subvention. Le professionnel est libre d'utiliser ses propres documents, tant que les informations ci-dessous y figurent.

Toiture

Type	<input type="checkbox"/> Toiture tôle 1 pan <input type="checkbox"/> Toiture tôle 2 pans <input type="checkbox"/> Toiture tôle 4 pans <input type="checkbox"/> Toiture cintrée (arrondie) <input type="checkbox"/> Toiture terrasse
Couverture	<input type="checkbox"/> Tôle ondulée acier ou aluminium <input type="checkbox"/> Tôle nervurée acier ou aluminium <input type="checkbox"/> Autre : préciser
Etat	<input type="checkbox"/> Neuf <input type="checkbox"/> Correct <input type="checkbox"/> Dégradé : reprises ponctuelles nécessaires <input type="checkbox"/> A remplacer
Etanchéité	<input type="checkbox"/> Correcte <input type="checkbox"/> Incorrecte : préciser

Charpente

Type	<input type="checkbox"/> Bois <input type="checkbox"/> Métallique <input type="checkbox"/> Béton <input type="checkbox"/> Autre : préciser
Age : Ans
Etat	<input type="checkbox"/> Neuf <input type="checkbox"/> Correct <input type="checkbox"/> Dégradé : reprises ponctuelles nécessaires <input type="checkbox"/> A remplacer

Alimentation en eau chaude

Réseau d'eau chaude existant ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Chauffe-eau existant ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, type de chauffe-eau existant (préciser caractéristiques et état)	<input type="checkbox"/> Electrique <input type="checkbox"/> Gaz <input type="checkbox"/> Solaire

Travaux à prévoir avant installation

Quel type de travaux ?	<input type="checkbox"/> Couverture <input type="checkbox"/> Charpente <input type="checkbox"/> Réseau d'eau à créer <input type="checkbox"/> Plot béton <input type="checkbox"/> Autres Si autres préciser :
------------------------	--

Installation envisagée

Préciser dans cette partie **les caractéristiques de l'installation envisagée** : type de pose (surimposition, sol), orientation, inclinaison, volume de ballon, nombre de capteurs, nombre de points de livraison et localisation des points de livraison dans la maison

Annexe 6 : Grille tarifaire

Nom de l'entreprise :

Téléphone¹ :

Mail :

Coût² du chauffe-eau solaire

Type de chauffe-eau	Coûts (€) HT	
	Monobloc	Dissocié thermosiphon
Volume (l) et surfaces de capteur (m²)		
150 à 200 litres / 2 m²		
300 litres / 4 m²		
400 litres / 6 m²		

Coûts³ de la pose

	Coûts ³	
	Monobloc	Dissocié
CESI – 150 à 200 litres		
CESI – 300 litres		
CESI – 400 litres		

1 Ces coordonnées seront celles transmises aux familles

2 Coût HT intégrant la fourniture pour chaque chauffe-eau solaire :

- Des supports de fixation + la visserie ;
- Cuve et les capteurs ainsi que les éléments de raccordement entre la cuve et les capteurs ;
- Du linéaire de cuivre de diamètre 12, 14 ou 16 mm nécessaire pour la livraison de l'eau chaude dans la salle de bain et la cuisine.
- D'un groupe de sécurité ;
- D'un mitigeur thermostatique ;
- Des éléments nécessaires au fonctionnement du CESI en dissocié thermosiphon ;
- D'un limiteur de pression.

Coûts supplémentaires

	Surface unitaire (m²)	Coût (€) HT	Coût (€) TTC
Capteur supplémentaire (matériel + pose)			

Cout d'un mètre linéaire de cuivre de diamètre 12 mm : €TTC

Cout d'un mètre linéaire de cuivre de diamètre 14 mm : €TTC

Cout d'un mètre linéaire de cuivre de diamètre 16 mm : €TTC

Forfait de déplacement :

Zone Nord	€ TTC / déplacement
Zone Sud	
Zone Est	
Zone Ouest	

Cout forfaitaire d'un diagnostic :